



Déclaration liminaire de la FSU CDEN du 23 novembre 2023

Madame la Directrice d'Académie,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ces dernières semaines, l'école a encore une fois été attaquée et les collègues plongés dans l'effroi. Ecole attaquée pour ce qu'elle représente : un lieu de savoirs et d'émancipation. L'immense émotion suscitée par ce drame laisse des traces chez les personnels à qui l'institution demande toujours plus. Une fois de plus, les professeurs ont été appelés à tenir bon. Mais ils tiennent déjà bon, tous les jours, pas seulement en temps de crise. Leur charge de travail s'accroît de plus en plus, leurs conditions de travail se détériorent et les conditions d'apprentissage des élèves sont également dégradées. Ils et elles attendent toujours une reconnaissance à la hauteur de leur engagement au service de l'école et des élèves et de leur travail.

Améliorer la reconnaissance des personnels, cela passe par une revalorisation digne de ce nom. Or ce que le pacte propose est tout autre, puisqu'il s'agit tout bonnement de travailler plus pour gagner plus. Notre profession réclame une véritable revalorisation et non une charge de travail supplémentaire avec un saupoudrage de quelques primes qui s'avèrent insuffisantes à compenser inflation et perte de pouvoir d'achat. Il va sans dire que la reconnaissance des personnels, c'est aussi les payer sans délai. Comment accepter que des AESH ou des personnels contractuels n'aient, à la mi novembre, toujours touché aucun salaire depuis septembre ?

La reconnaissance des personnels passe aussi par une formation digne de ce nom qui ne peut se faire le soir, le mercredi après-midi ou pendant les vacances. Car plus une seule heure ne doit être perdue, annoncent en coeur le ministre et le président. Dans le second degré, les enseignants se formeront donc tous seuls grâce aux webinaires le mercredi de 18 à 20h. Ou pas. Les chefs d'établissement appellent dans le même temps à réduire drastiquement les sorties, ainsi que le temps de concertation, pourtant déjà compté, et les voyages scolaires prennent le même chemin. C'est une curieuse interprétation des choses que de considérer qu'une sortie au musée par exemple est du temps perdu pour les élèves.

Les enseignants sont maintenant appelés à remplacer leurs collègues au pied levé, c'est le principe du RCD. Qu'importe si la classe n'a pas l'enseignant, si le professeur n'a pas connaissance de la progression de son ou sa collègue, les élèves ont un adulte devant eux, tout va bien.

Dans le premier degré, faute de remplaçant-es, les formations professionnelles remplacées sur temps scolaire ne sont plus qu'un lointain souvenir... et la liberté de choix des formations abolie depuis bien longtemps. Le manque de remplacement désorganise les écoles. Les défaillances de l'Insitution font peser une fois de plus une charge supplémentaire, quasi quotidienne, sur les directeurs et directrices et les PE en classe.

Dans le même temps, les évaluations nationales en début d'année se multiplient, les niveaux CM1 et 4^e viennent rejoindre ceux de CP, CE1 et 6^e, et même au niveau 5^e dans certains établissements pilotes. C'est là encore du travail supplémentaires pour les équipes. Les enseignants n'ont pas besoin

de cela pour connaître le niveau de leurs élèves.

Faire le bilan de la rentrée, cela signifie pointer la fermeture de plusieurs dizaines de classes dans les collèges alors que la baisse de la démographie aurait permis d'alléger enfin les effectifs dans les classes ! Au lieu de cela, on compte 29 élèves au collège Braque ou à Daudet. De nombreux postes sont non pourvus début septembre, et même quand il ne s'agit que d'un bloc de quelques heures, ce sont des élèves, des classes, qui commencent l'année sans professeur.

Il manque des AESH dans des centaines d'écoles et dans quasiment tous les collèges alors même que le nombre d'élèves en inclusion ne cesse de croître, et les pôles médico-sociaux sont particulièrement malmenés : pas d'infirmière ou alors à mi-temps, ou bien pas d'assistante sociale, ou encore un médecin scolaire qui intervient sur au moins 10 établissements. Comment dans ces conditions être à l'écoute de tous les élèves ? Il faut croire que la bienveillance, pourtant sur toutes les lèvres, a du plomb dans l'aile.

Concernant la carte scolaire 1^{er} degré, nous rentrerons dans le détail le moment venu mais au-delà des chiffres, en cette rentrée, nous tenons une nouvelle fois à insister sur le manque patent d'enseignant-es spécialisé-es et de psychologues scolaires avec des Rased trop peu fournis. Le manque de remplaçant-es se fait également cruellement sentir : au-delà de l'absence de formation professionnelle digne de ce nom, de nombreuses absences sont déjà non remplacées. C'est inacceptable.

Cette rentrée accompagne aussi la création de la nouvelle sixième : plus du tout de technologie pour les élèves en sixième, comment dès lors garantir une solide culture commune technologique et scientifique à nos élèves ? Qu'à cela ne tienne, le financement des heures de soutien ou approfondissement en maths ou en français est tout trouvé. On fait miroiter aux familles un enseignement adapté aux besoins de chaque élève et des cours en groupe, mais se dessinent en réalité les prémises d'un collège modulaire où les écarts se creusent entre les élèves les plus à l'aise qui vont avancer seuls dans les apprentissages sur des notions plus complexes et leurs camarades en difficulté pris en charge par des professeurs des écoles volontaires. Et ce ne sont pas les stages de réussite pendant les vacances qui vont faire progresser les élèves ! On sait bien que la prise en charge des difficultés est plus efficace au sein de la classe, par l'enseignant, qui connaît ses élèves, et notamment en éducation prioritaire. Avec ce nouveau collège dont les contours se dessinent peu à peu, le privé, toujours aussi fort dans notre académie, va pouvoir tirer son épingle du jeu.

~~Pour finir~~, Par ailleurs, la rentrée s'est accompagnée cette année d'une vague de chaleur extrême, une canicule inédite au mois de septembre. Les températures ont facilement atteint les 40°C voire 42°C dans les couloirs et les salles de classes pendant deux ou trois jours d'affilée. Il était extrêmement difficile, voire impossible, de faire cours. Après la pandémie de Covid, cet épisode caniculaire réinterroge un besoin urgent de penser le bâti scolaire en adéquation avec la réalité climatique ou de santé publique. On demande tout simplement de pouvoir ouvrir une fenêtre pour aérer ou faire courant d'air, or de nombreuses fenêtres s'ouvrent mal ou pas du tout dans les établissements. On demande aussi de pouvoir être isolés de la chaleur avec des volets extérieurs qui garantiraient une certaine fraîcheur dans les salles de classe. A contrario, élèves, professeurs ou AESH, peuvent travailler en hiver dans des salles dont la température atteint péniblement les 16°C en fin de journée. Il faut d'urgence repenser les écoles et les collèges en considérant la rénovation énergétique et l'isolation des bâtiments.

Pour finir, nous tenons à porter une nouvelle fois l'exigence que chaque enfant dispose d'un toit ! Or, tel n'est pas le cas aujourd'hui à Paris où plus de 400 enfants dorment à la rue. Dans la capitale de la 7^{ème} puissance économique mondiale, cette situation est inqualifiable, c'est une honte absolue. Nous exigeons qu'une solution urgente soit apportée à ces familles.